

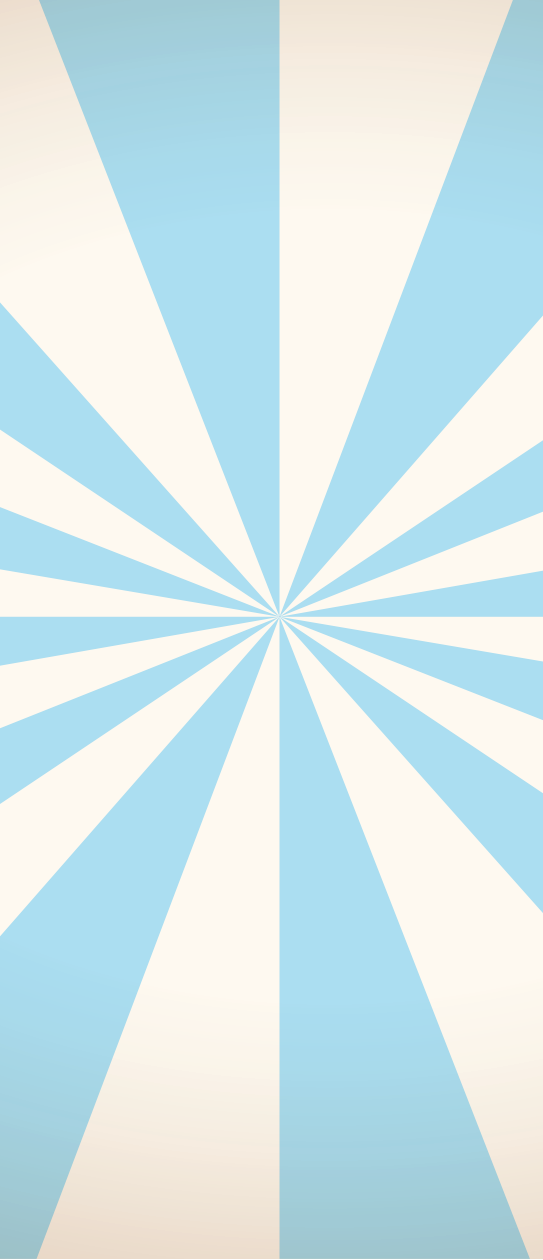
Contrastes

► N° 234 ■ Bimestriel ■ Mai - Juin ■ 2026 ◀

**N° spécial
campagne**

***Précarité :
à qui le tour ?***





Non, la richesse ne ruisselle pas. Cette vieille rengaine qu'on nous sert depuis les années 80 (voir page 4) est bien démodée. Là où certains promettaient que la richesse de quelques-uns finirait par bénéficier à tous (on attend toujours), notre campagne de sensibilisation 2026 montre comment la précarité, elle, se diffuse réellement et concrètement : suppression des allocations, des aides, politiques publiques d'austérité, dégradation des conditions de travail... entraînent, par effet domino, une aggravation de la précarité : difficultés d'accès au logement, problèmes de santé mentale, perte des liens sociaux... et une personne qui tombe dans la précarité entraîne dans sa chute sa famille, ses enfants, son quartier, sa commune et finalement la société tout entière. Ce n'est plus un ruissellement, c'est l'inondation.

Défendre les droits sociaux, ce n'est pas « récompenser » un mérite quelconque, mais garantir la dignité. Lorsque des personnes sont exclues du chômage, privées d'allocations ou de leurs aides essentielles, elles ne deviennent pas plus autonomes : **elles deviennent plus pauvres.** Instabilité, endettement, perte de logement, problèmes de santé, difficulté à s'insérer sur le marché du travail... **En fragilisant les protections sociales, on fragilise les personnes, puis les familles, puis les quartiers... puis l'ensemble de la société.** En effet, une société qui appauvrit les plus fragiles finit par s'appauvrir elle-même. Les protections sociales évitent que les difficultés individuelles deviennent des crises collectives. Dans les politiques d'austérité, les coûts sociaux et économiques ne sont pas répartis équitablement. Ce sont souvent ceux qui ont le moins de ressources qui absorbent les chocs les plus violents. Exclure du chômage, couper des allocations, supprimer des aides... Ce sont des politiques qui créent la pauvreté.



Nous voulons sensibiliser au fait qu'appauvrir les pauvres n'a jamais enrichi personne. On ne réduit pas la pauvreté en réduisant les droits : on l'aggrave. Et avec elle, l'insécurité, les inégalités, les tensions sociales. Une société forte protège, elle n'exclut pas, elle ne fragilise pas, elle ne stigmatise pas.



Nous réclamons de stopper de façon urgente la cascade des inégalités et de renforcer les droits sociaux. Nous refusons de stigmatiser des parties de la population, de traquer des gens, de désigner des boucs émissaires. Nous voulons soutenir le vivre-ensemble et combattre le discours politique dominant, qui divise et qui stigmatise.

Ont collaboré à ce numéro :

Claudia Benedetto
Adrienne Demaret
Guillaume Lohest
Renato Pinto
Charlotte Renouprez

Rédacteur en chef :

Guillaume Lohest

Crédits photos :

Canva, Freepik, Wikimedia Commons

Graphisme & mise en page :

Magali Lequeux

Éditeur responsable :

Charlotte Renouprez,
rue du Lombard 8 - 5000 Namur
Tél : 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be

UN NUMÉRO DE CONTRASTES POUR EN PARLER

Dans ce numéro, nous revenons d'abord sur cette légende urbaine, cette croyance saugrenue en un ruissellement de la richesse. Nous avons dressé le catalogue des mesures gouvernementales qui attaquent une grande partie de la population et nous avons recueilli les témoignages précieux et courageux de personnes touchées par les mesures actuelles. Nous avons aussi discuté avec Carlo Caldarini, un sociologue qui a travaillé au sein de l'un des plus grands CPAS de Belgique, pour découvrir que les gens ne font généralement que des passages temporaires par les CPAS. Nous avons révélé pourquoi les riches s'en sortent et s'en sortiront toujours, et nous avons enfin recensé des solutions pertinentes pour ralentir et, pourquoi pas, stopper cette précarisation de la société. Nous avons remis au goût du jour les mots solidarité, empathie et bienveillance. Parce que c'est ensemble qu'on tient à flot.

Bonne lecture !

FOIRE À LA PRÉCARITÉ

Pour mettre en lumière notre propos, nous avons choisi la thématique du jeu de fête foraine, et notamment la pêche aux canards, avec un slogan un peu provocant : « Précarité : à qui le tour ? ». Nous irons à la rencontre des citoyens en leur proposant, à travers l'activité de pêche aux canards et celle d'un jeu de massacre, de prendre conscience que :

- Comme ces canards avec leurs petits crochets, qui tentent de tenir à flot dans le courant, nous pouvons du jour au lendemain flirter avec la précarité : travailleurs, pensionnés, aidants-proches, étudiants, temps partiels, familles monoparentales, malades...
- Nous ne flottons pas mieux si les autres coulent. Nous ne serons pas plus à l'abri, ou plus riche, en appauvrissant notre voisin. On ne se sent pas mieux si on enfonce les autres.

Nous souhaitons faire passer le message que la misère n'est ni accidentelle ni individuelle, elle est systémique, organisée, et finit toujours par traverser toute la société. Nous sommes tous susceptibles d'être touchés, sauf une petite partie de la société : les personnes très riches. Ce qui ruisselle aujourd'hui, ce ne sont pas les richesses, mais les conséquences de leur concentration.

Nos outils de campagne se composent d'un flyer qui reprend notre propos, et qui donne quelques pistes de solutions : réduction collective du temps de travail, une sécurité sociale écologique, réinvestir la sphère publique... Nous distribuerons aussi des autocollants positifs et qui invitent à l'empathie, la solidarité et l'humanité, afin de réenchanter. Retrouvez-nous à plusieurs endroits de Wallonie et de Bruxelles, notamment pendant la semaine de lutte contre la pauvreté, autour du 17 octobre.

Toutes les dates seront sur www.equipespopulaires.be

Ce qui ruisselle, c'est la misère

« Si vous donnez assez d'avoine à votre cheval, une certaine quantité finira sur la route pour les moineaux. » Voici, résumée par l'économiste John Kenneth Galbraith, ce qu'on a coutume d'appeler la « théorie du ruissellement ». L'idée, c'est que si les riches peuvent s'enrichir davantage, ils investiront leur argent dans des projets économiques qui finiront par bénéficier à tout le monde. Dans une version plus ancienne, au Japon, le samurai Kumazawa Banzan (1619-1691) affirmait que « si le seigneur d'une province est riche, tout son peuple sera heureux... ».

Cette idée étrange, qui n'est en réalité pas du tout une théorie économique mais un bruit de couloir, un propos de comptoir, semble donc enracinée depuis des siècles. Elle s'est surtout répandue dans les années 80, au moment où Margaret Thatcher et Ronald Reagan ont mis en place des politiques de dérégulation de l'économie et de baisse d'impôts favorables aux plus fortunés. Et même si cette « théorie du ruissellement » est aussi scientifique que la théorie de la tartine de confiture qui tombe toujours du mauvais côté, elle a percolé comme jamais dans les milieux politiques pour devenir une espèce de croyance, un dogme, un mantra, une marmelade avec laquelle les responsables politiques de droite et du centre tartinent leurs programmes électoraux et leurs accords de gouvernement depuis quelques décennies. Au point qu'il se trouve même des électeurs pour y croire... Hélas !

Pourtant, c'est une immense fumisterie ! Car on le voit bien maintenant, que l'argent des gros entrepreneurs ne ruisselle pas sur les petits, que celui des grandes multinationales ne ruisselle pas sur les petits commerces, que le patrimoine des millionnaires ne se diffuse pas dans les rues et sur les places des quartiers populaires. Pourquoi continue-t-on à gober cette farce macabre ?

C'est que, depuis le temps, les chevaux (fiscaux) ont trouvé des tas d'astuces pour planquer leur avoine et faire en sorte que les moineaux n'en voient jamais la couleur. Il y a plein de trucs : l'optimisation de l'avoine (on la répartit dans plusieurs petits seaux pour éviter de montrer qu'on en a plein), l'évasion de l'avoine, le coup de sabot dans le moineau (« tous des profiteurs ces petits volatiles ! »)...

Bref, ça ne ruisselle pas du tout. Ça ne marche pas cette histoire, et le FMI – grand ami des chevaux, pas des moineaux – l'a même reconnu, dans une étude publiée en 2015 : « L'augmentation de la part des revenus des pauvres et de la classe moyenne accroît la croissance, tandis que l'augmentation de la part des revenus des 20% les plus élevés entraîne une baisse de la croissance ; autrement dit, lorsque les riches s'enrichissent, les bénéfices ne se répercutent pas sur les autres! ».





C'est donc l'inverse : le ruissellement fonctionne dans l'autre sens. En remontant. Et il y a un mot pour cela. On devrait de toute urgence populariser une nouvelle expression : la « capillarité de la richesse ». C'est quand on en donne aux plus pauvres que l'argent circule le mieux et renforce l'économie. C'est quand on se préoccupe du sort des moineaux et des toutes petites bêtes invisibles qu'on fait l'affaire de tout ce qui vit, vole, grimpe et nage.

En réalité, avec les politiques menées par nos gouvernements actuels et leurs semblables, il y a tout de même quelque chose qui ruisselle, oui : c'est la misère, c'est la précarité. C'est aussi la méfiance, la division, la suspicion, la dénonciation, le repli égoïste sur ses petits intérêts privés. Tout cela oui, ça ruisselle. Mais la richesse ? Elle est en pleine évaporation : seule une toute petite minorité profite de la croissance². La toute petite minorité qui vit sur son petit nuage de richesse évaporée, alors que le ciel, eh bien oui, le ciel est plutôt le domaine des moineaux. Et des canards ! Eh bien, comme le chantent Alain Souchon et Laurent Voulzy dans le titre « Oiseau malin » : « Oh prenez garde à ceux qui n'ont rien / Qu'on a laissés au bord du chemin / Rêveurs rêvant le monde meilleur / Ils voient la colère monter dans leur cœur ... » 🐧



1. « Tout le monde gagnera à une réduction des inégalités excessives », Bulletin du FMI, 17 juin 2015, <https://www.imf.org/fr>

2. « En 2025, la fortune des milliardaires a augmenté 3 fois plus vite que pendant les 5 années précédentes. Cette augmentation équivaut à la richesse totale de la moitié la plus pauvre de l'humanité », Oxfam, *Rapport sur les inégalités 2026*.

3. Alain Souchon & Laurent Voulzy, « Oiseau malin » (2014).

Ce qu'ils nous font...

CE QUE JE VAIS VOUS RACONTER, CE N'EST PAS UNE HISTOIRE QUELCONQUE. C'EST UNE HISTOIRE À QUATRE VOIX, BIEN RÉELLES, QUI NE SONT PAS LE FRUIT DE L'IMAGINATION, HUMAINE OU ARTIFICIELLE. C'EST MON HISTOIRE, L'HISTOIRE DE CELLES ET CEUX QUI M'ENTOURENT, DONT JE CROISE PARFOIS LE REGARD ET QUE J'AI RENCONTRÉS POUR CET ARTICLE. C'EST AUSSI VOTRE HISTOIRE, CELLE DES CONSÉQUENCES CONCRÈTES DES DÉCISIONS DU GOUVERNEMENT DANS LA VIE DES GENS, DANS LE RÉEL.

PAS TOUS NÉS SOUS LA MÊME ÉTOILE

Nous nous appelons Sofia, Julie, Lydia et Claudia. Sofia, Lydia et moi sommes filles d'immigrés. Toutes les quatre sommes issues de quartiers populaires, « ceux dont les écoles n'allaient pas à Génies en Herbe », comme l'exprime Julie, même si elle reconnaît n'avoir manqué de rien dans l'enfance. Moi non plus. Nos parents se sont battus pour que l'on fasse des études et les jobs d'étudiants ont permis à Julie d'arriver au bout. Pour Sofia et Lydia, l'enfance était déjà plus compliquée. Sofia explique n'avoir pas eu l'insouciance de l'âge, ayant déjà des responsabilités d'adulte dès l'adolescence, pour aider ses parents. Des problèmes de santé en secondaire aussi. Et un climat familial difficile qui l'empêchera de réaliser son rêve de devenir assistante sociale ou psychologue. Partie tôt de sa famille, pour vivre avec son mari, elle tombe rapidement enceinte. Lydia, elle, décrit son environnement comme un « milieu culturel pauvre ». Elle aimerait devenir designeuse, elle qui a toujours eu une âme d'artiste. Mais elle aussi doit abandonner son rêve, s'installe avec son compagnon, a une fille... à qui on diagnostique très tôt une maladie dégénérative. Rapidement, c'est elle qui doit tout gérer, encore plus après le départ du papa. Aux yeux de la société, Sofia et Lydia ne travaillent pas. Et pourtant, elles travaillent énormément. Sofia, mère de plusieurs enfants, est impliquée dans la vie de sa communauté religieuse, reçoit des personnes, les écoute, les oriente et gère l'ASBL, gratuitement. Lydia consacre tout son temps à sa fille dont la maladie progresse vite.





MÊME AVEC UN DIPLÔME

Après un diplôme universitaire et un début de carrière satisfaisant, Julie se retrouve face à un nouveau patron aux pratiques toxiques (demandes absurdes, revirements soudains, incompétence managériale). La corde se tend et finit par lâcher en 2016, c'est le burn out. S'en suivent des doutes, des peurs et, finalement, une reconversion professionnelle dans l'Horeca. Après trois ans d'études, elle décroche un job dans un bon restaurant. Arrive alors sur très peu de temps le Covid et le décès de son papa, suivis quelque temps après par celui de sa maman. C'est trop, son corps la lâche : « *Ma tension était à 20, je ne tenais plus debout* ». Remplacée par un contrat illégal alors qu'elle était en maladie, son patron ne veut plus d'elle mais refuse de lui payer ses indemnités. Il faudra un vrai bras de fer qui se terminera finalement en 2022, laissant Julie complètement vidée. Après une autre mauvaise expérience suite à des conditions de travail impossibles dans une pâtisserie, elle décroche enfin le boulot de ses rêves dans une cuisine qui fait du local, du bio, avec un « cadre humain ». Malheureusement, en 2024, ce sont ses mains qui lui font défaut. Deux opérations en urgence pour éviter que ses nerfs soient endommagés à vie. Mais la récupération n'est pas bonne : elle ne pourra plus cuisiner professionnellement. Elle a plus de 40 ans, plusieurs diplômes, une tonne d'expériences et pourtant, plus de boulot. De mon côté, tout se passe très bien jusqu'au jour où ma fille décède à sa naissance. J'ai alors découvert les mots incapacité, invalidité, beaucoup de culpabilité alors que l'on n'y est pour rien : les traumatismes sont peu compris, le corps et la tête ne voulaient plus collaborer. Le mi-temps médical a permis ma reprise du travail après beaucoup de batailles, de temps, d'énergie, d'argent aussi, pour faire en sorte de pouvoir fonctionner à peu près normalement, à savoir pouvoir dormir, manger, travailler.



QUE FAIT LE GOUVERNEMENT ?

Voilà où toutes les quatre nous en étions avant même les mesures des nouveaux gouvernements. Aux yeux de ceux-ci, et de plus en plus de monde, nous faisons partie des profiteurs, de celles et ceux sur qui les nouvelles mesures doivent s'abattre, qu'il faut « remettre au travail », comme si nous n'avions pas toujours travaillé, ou affronté la vie. Julie, alors qu'elle devait abandonner son rêve de cuisine, a ainsi appris qu'elle allait être exclue du chômage... et pas après deux ans ! « *J'ai oscillé entre maladie et travail depuis 2020. Je n'ai donc pas le nombre de jours de travail nécessaires sur la période.* » Toutes les quatre, nous sommes d'accord qu'aujourd'hui la vie est plus difficile, les discours ambiants sont violents, angoissants, ils influent sur notre moral, notre santé mentale, sur nos corps mais aussi plus directement sur nos vies. C'est toute la famille de Sofia qui est concernée : « *Le gouvernement nous plonge dans l'horreur. Ma famille est touchée à plusieurs endroits par les nouvelles lois notamment l'élargissement du statut de cohabitant aux personnes qui sont bénéficiaires du RIS (revenu d'intégration sociale) : mes trois enfants qui sont aux hautes études risquent d'avoir une déduction de l'allocation familiale (environs 200 euros) de leur RIS qui s'élève à environ 400 euros. Nous étions en pleurs moi et ma fille quand on a appris la nouvelle : ma fille a craqué à l'école et sa professeure attristée lui a dit que malheureusement elle n'est pas la seule dans le cas. Le RIS leur permet de payer leurs études et les frais annexes, pas de partir en vacances (rires) ! En plus de cette mesure, le RIS sera aussi réduit à l'avenir pour ceux qui ont un job étudiant. Comme si ça suffisait pour payer des études !* » Au moment où Sofia apprend cela, son mari fait une crise cardiaque. « *Face au dépassement des CPAS, qui ne peuvent pas répondre aux demandes, on est démunis : ils m'ont renvoyé vers le service qui aide ceux qui ne savent pas gérer leur budget mais mon problème n'a rien à voir avec une mauvaise gestion de budget ! Ma situation s'est aggravée à cause de la mesure. S'il faut je ferai un prêt, hors de question que mes enfants n'aient pas leur diplôme à cause de cette mesure !* » Je me joins à Lydia, Sofia et Julie au sujet de leurs angoisses pour l'avenir, étant en mi-temps médical, je sais déjà que ma pension ne sera pas énorme et la réforme des pensions annoncée par le gouvernement qui, si elle passe, va en particulier toucher les femmes, ne m'invite pas à la sérénité.

Le travail...

Ça représente quoi pour toi ?

Lydia : Aujourd'hui, j'ai un emploi, j'ai pu postuler parce que j'ai enfin trouvé un centre où ma fille se sent bien. C'est un job de service à la clientèle pour une marque de vêtement. C'est un job épanouissant même si ce n'est pas ce que j'aurais souhaité faire. C'est une véritable bouffée d'oxygène de pouvoir m'épanouir à l'extérieur passé 40 ans ! Mais malheureusement la boîte va fermer, le service client est revendu à l'étranger. Je m'aventure à nouveau sur le marché de l'emploi sauf que les mesures sont encore plus drastiques, j'ai deux ans pour me retourner. Seulement je pars avec plusieurs difficultés liées au fait que je n'ai pas pu me faire de l'expérience tout le temps où je m'occupais de ma fille. On entend souvent dans les discours que je dois travailler... mais je veux travailler ! Le système ne m'y a pas aidée.



Julie : J'étais horrifiée de perdre mon chômage, j'ai eu un énorme stress, ce que je voulais c'est avoir mon revenu indépendant de mon conjoint, par fierté. Je me suis demandée comment j'allais m'en sortir. Plus jeune, je me voyais en femme indépendante. C'est aussi pour ça que j'ai fait des études. **On se sent mal, coupable, coupable de quoi ? dans mon cas d'être tombée malade, d'avoir subi des chocs mais on ne choisit pas, j'ai été stigmatisée par la mutuelle qui m'a délogée et par le chômage qui me dit : c'est bientôt fini « la belle vie », entre guillemets parce que la vie, je n'ai jamais vu qu'elle était belle :** quand je suis passée de la mutuelle au chômage, mes revenus ont été divisés par deux. On a de l'argent de côté mais c'est pour payer la maison, les assurances. On a fait un état des lieux avec mon compagnon de ce qui pouvait être supprimé dans nos dépenses : contrats, abonnements mais quand tu touches 1800 et que subitement tu es à 900, c'est une grosse perte, c'est calculer tout, c'est plus de stress ! Les plaisirs sont tous réfléchis : les seuls restos qu'on fait en famille, c'est la friterie. Je n'achète que le strict nécessaire, pas d'article de sport pour moi par exemple.



Sofia : Ils ont décidé que le **quotient conjugal** allait à terme être supprimé, avec déjà une diminution de l'avantage fiscal pour cet exercice-ci. Or, ça me permettait jusque-là de mettre de l'argent de côté pour les urgences (problème de voiture, de machine à laver, opération...). Et puis, comme si ça ne suffisait pas, il y a aussi la **réforme** sur les emplois APE, mon mari (52 ans) travaille comme ouvrier à la commune, pour l'instant son travail est maintenu mais c'est de nouveau une épée de Damoclès sur nos têtes. Quand s'arrêtera l'acharnement ? On détruit l'ascenseur social, c'est sans précédent.



Julie : Chercher du boulot est plus complexe qu'avant. Je suis une formation en RH chez Bruxelles Formation, et comme on est beaucoup sans emploi et que ces formations coûtent cher, il y a eu un recrutement pour pouvoir se former ! Pour me former en Wallonie, il y avait le choix entre Charleroi et Tournai, ce qui était hyper loin de chez moi. J'ai dû batailler pour obtenir l'autorisation du Forem de pouvoir prétendre à une formation à Bruxelles Formation. Toujours se battre... Ma réinscription au Forem datait de juin 2025, je n'avais jamais été convoquée depuis et là je reçois une invitation à justifier mes recherches d'emploi juste au moment où ma formation commençait. Je me concentre sur le positif de tout ce que m'apporte la formation, je pense que ça va aller mais qu'il va falloir encore beaucoup se battre. Je serai rassurée une fois que j'aurai trouvé, il y a de l'espoir mais ce n'est pas sans contrepartie, il n'y a plus aucune certitude aujourd'hui. J'ai hâte de pouvoir enfin poser mes valises.



Ce que dit le gouvernement de vous, est-ce que ça vous touche ?

Julie : Ma hantise tout un temps, c'était de croiser des gens et qu'ils me posent la question fatidique : **qu'est-ce que tu fais dans la vie ?** Je ne voulais pas à chaque fois être celle qui vient avec ses traumas, devoir expliquer pourquoi, supporter le jugement, du coup je fuyais le contact social... J'avais intégré une mauvaise image de moi aussi à cause des discours ambiants qui attaquent les personnes comme moi et qui nous qualifient de profiteurs, de rebus de la société, j'ai dû faire un gros travail sur moi pour me dire que j'avais de la valeur, on se sent à côté de la société, à côté des gens qui méritent. Quand j'entends : « allez au boulot, il faut arrêter de se tourner les pouces », ça me rend dingue, j'aimerais bien voir où je me suis tourné les pouces et où je me suis éclatée ! **Les politiques sont déconnectés de la réalité, j'ai un mari qui a un bon salaire mais faudrait pas que la toiture ou la chaudière nous lâche ou qu'il ait un souci de santé, ça irait très vite, très mal !** C'est beaucoup de pression, beaucoup de stress, ça rajoute de la culpabilité là où on n'a pas besoin d'en avoir. Pourquoi toujours aller supprimer des droits chez ceux qui ont peu ? J'ai même vu passer des remarques négatives sur l'allocation de rentrée de nos enfants avec des gens qui disent « tu as fait des gosses, tu assumes ». Mais d'où on a profité ? Tout est parti en achats de papiers et de bics, que des choses nécessaires et pas des marques. Quand tu entends, lis tous les jours que tu es un déchet de la société, tu finis par le croire un peu.



Lydia : Ils sont en train d'affaiblir des gens qui n'ont déjà pas facile. Attaquer les chômeurs ne va pas améliorer la vie de ceux qui travaillent. La généralisation des flexi-jobs, c'est une catastrophe ! Ça crée de la concurrence entre les travailleurs. C'est un système destructeur, pas constructif. Je suis angoissée, je n'ai pas pu cotiser assez pour ma pension



et en plus ils sont en train de diminuer encore plus les avantages. Les discours stigmatisants du gouvernement appuient sur mes fragilités, ça génère beaucoup de stress, un mauvais sommeil, des douleurs dans le corps, ça aggrave la mauvaise image que j'ai de moi : je me suis entendu dire à ma manager que je ne savais pas taper à l'ordinateur alors que ce n'était pas le cas. Elle m'a renvoyé le fait que ce que je pensais de moi ne reflétait pas mes capacités, mes compétences. La reconnaissance sociale, on ne s'en rend pas toujours compte mais c'est plus important que ce qu'on ne pense pour l'estime de soi. Et pour chercher un emploi, c'est angoissant, quand on a déjà dû déplacer des montagnes à plusieurs reprises, ça devient surhumain, on ne veut plus affronter ce système violent, on est à bout de souffle. C'est absurde, on veut remettre les gens à l'emploi et on les use... Et puis, il n'y a pas de boulot pour tout le monde, tous les gens qui cherchent le savent bien.

Julie : Leurs propositions sont absurdes, il suffit d'une séparation, d'une maladie, d'un problème de voiture... si on s'en sort tout juste et qu'on n'est pas multimillionnaire, qu'on n'a pas une villa avec piscine à revendre, c'est-à-dire la majorité des gens, ça peut vite aller mal, la marge de sécurité est de plus en plus faible, voire inexistante. Ce gouvernement est inhumain et scandaleux !



Sofia : C'est violent, on appuie sur des fragilités existantes, l'envie, la jalousie... On monte les gens les uns contre les autres. On ne connaît pas le vécu de chacun. J'étais en colère quand GLB a dit que les gens habitant dans des maisons sociales (ce qui est mon cas) avaient plein d'avantages, ce sont des mensonges ! »



Et dans le quartier, elle sent que les gens ont perdu confiance : « Récemment, j'ai rencontré une ancienne connaissance pendant que je faisais mes courses, il m'a annoncé qu'il est concerné par les mesures contre les chômeurs, il a craqué, il était en larmes devant moi, en plein milieu du magasin, il n'aura bientôt plus rien, comment faire pour subvenir aux besoins de sa famille ? Je sens dans le quartier de la cité où je vis que les gens perdent espoir, moi je le garde, c'est un moteur, de nos malheurs peuvent surgir aussi des choses belles ensuite. J'ai encore confiance... dans la vie... pas dans le gouvernement (sourire). C'est dur malgré tout ». 🗨️

Propos recueillis par Claudia Benedetto

- 16,5% de la population belge est exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, soit un peu plus de 1,9 million de personnes.
- 10,9% de la population belge dispose d'un revenu disponible inférieur au seuil de pauvreté (1520€/mois pour une personne seule, 2300€/mois pour un ménage composé de deux adultes, 3191€/mois pour un ménage composé de deux adultes et deux enfants).
- 11,0% de la population vit dans un ménage où les adultes en âge de travailler n'ont travaillé que très peu au cours des 12 derniers mois (c-à-d. moins de 20% de leur potentiel global).
- 4,9% de la population est confrontée à une privation matérielle et sociale sévère, c'est-à-dire qu'elle ne peut assumer certaines dépenses courantes (paiement de factures, remplacement de meubles usés, sorties régulières, etc.) jugées nécessaires pour mener un niveau de vie acceptable.



Source : Statbel : 2025, Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale | Statbel

Tomber comme des dominos ou tisser des liens ?

L'EXCLUSION SOCIALE FINIT TOUJOURS PAR TOUCHER UNE MULTITUDE DE PERSONNES, BIEN AU-DELÀ DES PREMIÈRES CIBLES. RENFORCER LES LIENS S'IMPOSE DONC COMME UNE ÉVIDENCE ÉTHIQUE, MAIS AUSSI UN ENJEU POUR L'INTÉRÊT COMMUN. DÉFENDRE LA SOCIÉTÉ, C'EST LA DÉFENDRE TOUT ENTIÈRE.

Exclusion des chômeurs de longue durée...

Ouf, j'ai un emploi, ça ne me concerne pas !

Sans-papiers placés en centre fermé en vue de leur expulsion...

Ouf, mes documents sont en ordre, ça ne me concerne pas !

Pension rabotée...

Ouf, je ne suis pas retraité, ça ne me concerne pas !

Moins de moyens pour les cantines scolaires...

Ouf, je ne vais plus à l'école, je ne suis pas concerné !

Réduction des subsides octroyés aux associations...

Ouf, je ne travaille pas dans une association, ça ne me concerne pas !

Augmentation du minerval...

Ouf, je ne suis pas étudiant, ça ne me concerne pas !

Tour de vis contre les malades de longue durée...

Ouf, je suis en bonne santé, ça ne me concerne pas !

À QUI LE TOUR ?

Tels des dominos, des catégories entières de la population tombent les unes après les autres sous les coups (et les coupes... budgétaires) des gouvernements. Or, nous vivons déjà dans une société inégalitaire et discriminante à bien des égards (en Belgique moins qu'ailleurs, grâce à des systèmes de protection tels que la sécurité sociale et les services publics, mais ces dispositifs sont de plus en plus fragilisés). Certaines personnes voient les difficultés s'empiler, s'entremêler, jusqu'à se trouver piégées dans des filets inextricables.

Face à ce constat, différentes attitudes sont possibles : l'indifférence, le repli sur son pré carré, ou bien le stress, l'inquiétude, ou encore l'empathie, la solidarité, la résistance... Les deux premières sont le plus souvent dictées par le fait de ne pas se sentir concerné. *Après tout, tant que les difficultés ne concernent que les autres, pourquoi s'en préoccuper... ? Et puis, j'ai aussi mes problèmes ! Ne dit-on pas qu'on n'a que ce qu'on mérite ? Sans compter qu'avec tout ce qui se passe, c'est plus prudent de se satisfaire de ce qu'on a et de ne pas trop faire de vagues, n'est-ce pas ?*

INVERSER LA LOGIQUE

Et si on inversait la logique... Plutôt que de raboter sur les droits des uns, puis des autres... si on veillait plutôt à garder debout chaque domino ? Un système comme la sécurité sociale a été pensé pour préserver l'équilibre général de la société en garantissant un minimum de protection, même en cas de coup dur. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les politiques sociales avaient pour objectif non seulement d'aider les personnes précarisées mais aussi d'éliminer la pauvreté, considérée comme « un danger pour la prospérité de tous¹ ».

De plus, il a été démontré que les sociétés plus égalitaires sont aussi celles qui limitent le mieux les problèmes sociaux et sanitaires et que « la réduction des inégalités améliorerait le bien-être et la qualité de vie de tous² ». Avec une meilleure répartition des ressources, celles et ceux qui sont aujourd'hui en haut du panier verraient peut-être certains privilèges dus à leur statut social et économique quelque peu atténués, mais leurs droits fondamentaux seraient garantis au même titre que ceux de l'ensemble de la population (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui). Une politique juste doit aussi être pensée à partir des plus vulnérables. Telle mesure va-t-elle améliorer ou aggraver les conditions de vie d'une mère célibataire ? Quel impact aura telle réglementation sur les droits des personnes déplacées ? Les plus jeunes seront-ils favorisés ou défavorisés par telle politique ? A-t-on pensé aux personnes porteuses d'un handicap ?

INTERSECTIONNALITÉ

Une vision systémique de la situation nous montre que : 1) les effets en cascade, d'une catégorie de la population à une autre, finissent par tirer une grande partie de la société vers le bas ou dresser tout le monde les uns contre les autres ; 2) tout est lié, donc les problèmes des uns sont aussi, indirectement, les problèmes des autres.



Un concept peut nous aider à mieux comprendre cet entrelacement des mécanismes problématiques, des inégalités et des rapports de domination : *l'intersectionnalité*. Cette grille d'analyse met en lumière comment une personne ou un groupe social peut être victime de discriminations multiples, mais aussi que la combinaison de ces différents types de discriminations crée une situation spécifique³. Cette approche tient compte de l'addition des discriminations et de leur imbrication. Vu que ces aspects ont une influence les uns sur les autres, cela n'a pas beaucoup de sens de traiter les problèmes séparément.

L'intersectionnalité est souvent représentée sous forme d'ensembles entrecroisés. Pour prendre une autre image, la sociologue Patricia Hill Collins compare cette méthode au classement d'un livre dans une bibliothèque : « *De même que les livres peuvent porter de multiples mots-clés plutôt qu'un seul numéro, nous savons désormais que les individus ont des identités multiples ; beaucoup de gens ont une double nationalité, par exemple ; et s'agissant des rapports contemporains de pouvoir dans un monde en décolonisation, la pensée intersectionnelle nous donne à entendre que les gens ne sont pas de purs oppresseurs ou opprimés, et que la plupart des phénomènes sociaux reflètent plutôt un mélange inextricable de relations de privilège et de sanction*⁴. »

De même, à l'échelle globale, ignorer les liens entre différents enjeux ne permet pas une action coordonnée. C'est la limite d'une approche en silo, telle qu'on doit la déplorer même dans un pays comme la Belgique. Les aides ne manquent pas, les dispositifs de solidarité existent, mais chacun se bat pour préserver ses moyens, donc démontrer ses spécificités.

L'UNION FAIT LA FORCE

Au lieu de *diviser pour mieux régner*, l'intersectionnalité tisse des liens entre les luttes. Mais attention ! Une meilleure coordination ne veut surtout pas dire qu'il faut mettre de côté certains enjeux, ni les hiérarchiser au risque de laisser des tas de gens en rade !

« *Le capitalisme, le sexisme et le racisme, de même que l'homophobie, l'handiphobie ou encore l'âgisme, fonctionnent selon des schémas similaires ; ces phénomènes ont en commun une rhétorique visant à justifier des systèmes de domination et d'exclusion. Ils peuvent également se combiner ; des personnes, à l'intersection de ces différentes problématiques, se trouvent alors confrontées à des oppressions multiples, rarement prises en compte par les acteurs spécialisés dans telle ou telle matière. Partant de ces constats, l'intersectionnalité propose une grille d'analyse utile, pour comprendre les défis qui se posent dans nos sociétés, mais aussi un appel au rassemblement, à la convergence*⁵. »

Se replier sur soi et ne regarder que son assiette, c'est passer à côté des solutions tout en aggravant les problèmes ; à l'inverse, c'est dans l'union que se construit la force collective.



1. OIT, *Déclaration de Philadelphie*, 1944.

2. Richard Wilkinson et Kate Pickett, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Paris, Les petits matins, 2013.

3. Concept développé en 1989 par la juriste américaine Kimberlé Crenshaw dans un article évoquant la situation spécifique des femmes noires aux États-Unis.

4. Patricia Hill Collins, « Où allons-nous, maintenant ? », *Les cahiers du CEDREF*, 21, 2017, pp. 187-208.

5. Action Vivre Ensemble, *Vers la convergence des luttes*, 2020.

COIN-COIN

QUI SERA LE PROCHAIN ?

ARIZONA, AZUR, FWB : QUEL QUE SOIT LE GOUVERNEMENT, LA POPULATION DEVIENT LEUR CIBLE PRIVILÉGIÉE. JAMAIS ASSEZ PERFORMANTS, TOUJOURS À CRITIQUER, NOUS SOMMES TOUS EN QUELQUE SORTE CONSIDÉRÉS COMME DES CANARDS BOITEUX. LES NOUVELLES MESURES VISENT TOUT LE MONDE, OU PRESQUE.

Enseignants

Deux heures de plus en classe par semaine pour les profs de la 4^e à la 6^e secondaire sans augmentation de salaire. Avec le risque pour les professeurs pas encore nommés de **perdre** leur emploi.

Pensionnés

Une année de carrière passe de 104 à 156 jours prestés. Système de **malus** afin de limiter l'accès à la **pension anticipée** : les personnes qui n'ont pas travaillé 35 ans (156 jours/an minimum) ni totalisé 7020 jours verront leur pension **diminuer**.

Malades de longue durée

Contrôles renforcés et **limitation** dans le temps des allocations de maladie de longue durée. Mesures touchant 100.000 personnes (20% des bénéficiaires).

Demandeurs d'emploi

Allocations de chômage **réduites** à 2 ans maximum (exception pour les personnes de plus de 55 ans si elles ont travaillé au moins 31 ans).

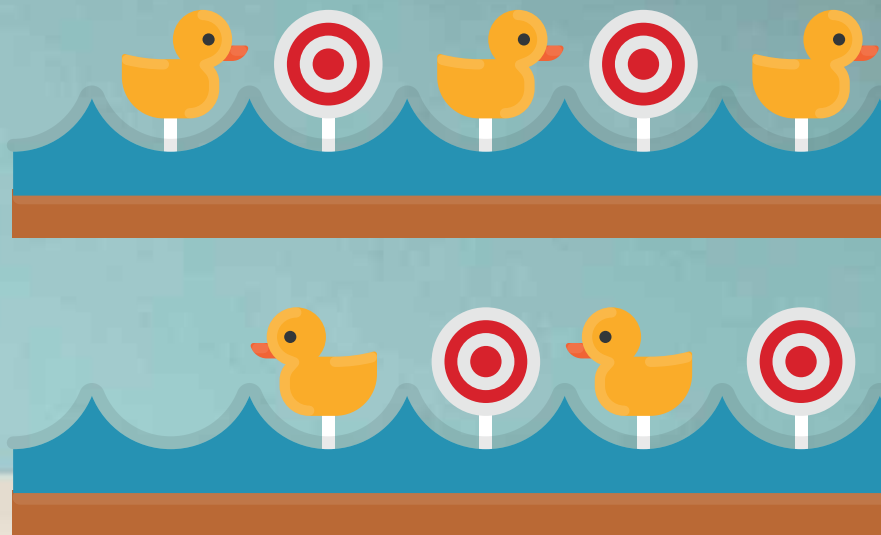
Personnes âgées

Les familles qui hébergent un grand-parent âgé en perte d'autonomie dépendront à l'avenir du statut **cohabitant**, voyant leurs **revenus** grandement **diminués**.

Étudiants

Le statut de **cohabitant** concerne désormais aussi les enfants majeurs qui vivent avec leurs **parents** et qui dépendent du **CPAS**. Ils sont 42.000 à en bénéficier pour pouvoir poursuivre leurs études. Certains risquent de devoir arrêter leurs études.

Augmentation du **minerval** pour les étudiants ne bénéficiant pas de bourse.



Femmes

Les décisions du gouvernement vont toucher durement les femmes, car celles-ci cumulent les situations évoquées ci-après :

Déjà mis en place



Bientôt mis en place



Garde d'enfants

Crèches : Un **financement** censé permettre à l'ONE de prendre en charge le subventionnement de 1,5 puéricultrice pour 7 enfants dès 2026 au lieu de 1 ne sera pas mis en œuvre. Pointons aussi la **non-indexation** des subventions en 2026, alors que la pénurie de places persiste.

Écoles

Fournitures gratuites pour les élèves du fondamental : ce seront désormais aux écoles d'organiser la gratuité qui est étendue de la 3^e maternelle à la 6^e primaire, et ceci avec deux fois moins de moyens.

Repas gratuits plus obligatoires : réduction de 30% des moyens alloués qui sont reportés sur l'enveloppe de fonctionnement des écoles (achats de matériel, aménagement, rénovations).

Académie : fin de la gratuité des **droits d'inscription** pour les enfants de moins de 12 ans.

Travailleurs

Un contrat à **temps partiel** devait prévoir au minimum 13h de travail/semaine. La réforme supprime ce seuil : un employeur peut désormais proposer des contrats de seulement 3h/semaine, ou éclater les horaires en très petites tranches. Résultat : emplois instables, revenus imprévisibles et plannings difficilement conciliables avec une vie familiale.

Travail de nuit

Suppression de l'interdiction du travail de nuit dans la plupart des secteurs. Les primes et avantages liés au travail de nuit ne sont désormais dus que pour les heures prestées entre 23h et 6h du matin (au lieu de 20h à 6h) dans les secteurs de la distribution et de l'e-commerce.

Culture

Les **subventions** de fonctionnement des secteurs culturels et associatifs ne sont pas indexées, ce qui met la pression sur les structures face à l'augmentation des coûts.

Un moratoire limite l'octroi de nouveaux **agrèments** jusqu'en 2028 pour de nombreux secteurs, incluant les centres culturels, l'éducation permanente et les centres d'expression et de créativité.

De nombreuses structures associatives et culturelles ont déjà mis la clef sous le paillason.

Quotient conjugal

La diminution de l'avantage fiscal dit « quotient conjugal ». Celui-ci consiste à attribuer fictivement, lors du calcul de l'impôt, une partie des revenus de la personne percevant le salaire le plus élevé à son ou sa partenaire. Cela permet de réduire le montant de l'**impôt**.

- Plus de 60% des **malades de longue durée** sont des femmes.
- La majorité des personnes qui travaillent en **titres-services** et en **secteur pénible** sont des femmes.
- Les femmes travaillent plus souvent à **temps partiel** pour s'occuper de la famille et de la maison.
- Elles ont plus d'**emplois précaires**.
- Elles sont aussi plus nombreuses à avoir des **carrières incomplètes**.

Sources : Oxfam Belgique, CSC, Ligue des Droits Humains, La Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente, RTBF.

« La plupart des personnes qui font appel à l'aide sociale n'y restent pas éternellement »

Interview de Carlo Calderini



Qu'est-ce que votre expérience auprès des CPAS vous a appris sur la manière dont la précarité s'installe dans les vies ?

Mon expérience auprès des CPAS m'a appris une chose essentielle : la précarité est rarement un état fixe. Elle est avant tout un processus.

On parle souvent de « personnes pauvres » comme s'il s'agissait d'une catégorie stable de la population. Or, lorsqu'on observe de près la réalité des CPAS, on est souvent davantage frappé par l'importance des flux que par celle du stock. Derrière le nombre de personnes présentes à un moment donné se cachent en réalité de nombreux mouvements d'entrée, de sortie et parfois de retour dans les dispositifs sociaux. Cette dynamique est particulièrement marquée à Bruxelles, où les flux observés dans les CPAS sont renforcés par l'intensité des mouvements de population. Les entrées et sorties de l'aide sociale reflètent dès lors non seulement des trajectoires individuelles de précarisation ou de sortie de la précarité, mais aussi les importantes mobilités intercommunales, interrégionales et internationales qui caractérisent la capitale.

Cela nous invite à penser moins en termes de pauvreté qu'en termes de parcours de vie, ou de « trajectoires », pour reprendre le terme utilisé par les spécialistes. Car la précarité ne concerne pas seulement « les autres ». Nous pouvons tous connaître, au cours de notre existence, une perte d'emploi, un

problème de santé, une séparation, un accident de parcours ou une période d'incertitude. Certains parviennent à rebondir rapidement.

D'autres alternent des phases d'emploi, d'études, de chômage, de maladie, d'aide sociale ou d'activité précaire. D'autres encore voient les difficultés s'accumuler progressivement.

La question n'est donc pas seulement de savoir qui est pauvre aujourd'hui, mais aussi de comprendre comment se construisent, se transforment ou se fragilisent les trajectoires de vie.

Cette approche permet également de nuancer certaines représentations. En regardant la réalité à travers le prisme des parcours de vie, on constate que la plupart des personnes qui font appel à l'aide sociale n'y restent pas éternellement. Selon les données du SPP Intégration sociale, la durée médiane d'un parcours au CPAS n'est aujourd'hui que de 8 mois pour les personnes âgées de 35 à 64 ans. Pour les jeunes de moins de 25 ans, elle atteint toutefois 16 mois, soit deux fois plus. Ce n'est donc pas tant la persistance de l'aide sociale chez les adultes qui devrait nous interroger que les difficultés croissantes rencontrées par une partie de la jeunesse pour construire des conditions d'existence suffisamment stables.

Pourquoi certaines trajectoires basculent-elles dans la précarité alors que d'autres parviennent à rebondir ?

Ce que nous observons quotidiennement comme travailleurs sociaux, c'est que la précarité résulte rarement d'un seul événement. Elle naît plus souvent de l'enchaînement de plusieurs fragilisations : une séparation, la disparition d'un soutien familial, une faillite, une condamnation, la perte d'un droit social... Pris isolément, chacun de ces événements peut parfois être surmonté. Mais lorsqu'ils se combinent, ils réduisent progressivement les marges de manœuvre des personnes.

Ce qui est particulièrement frappant, c'est que ces difficultés ne s'additionnent pas simplement : elles se renforcent mutuellement. Une difficulté dans un domaine de la vie tend à produire des effets dans d'autres domaines. La perte d'un revenu peut fragiliser le logement ; les problèmes de logement peuvent affecter la santé ; une dégradation de la santé peut compliquer l'accès à l'emploi ; et ainsi de suite.

C'est pourquoi la pauvreté ne peut être comprise uniquement comme un manque d'argent. Elle doit être appréhendée comme un processus complexe de fragilisation, fait de ruptures, de rebonds, de retours en arrière et parfois d'enfermement durable. Plus qu'un état, elle est souvent une trajectoire.

Pourquoi est-ce une erreur de penser la pauvreté uniquement comme un manque d'argent ?

Parce que l'argent n'est souvent que la partie la plus visible du problème. Bien sûr, disposer de revenus insuffisants constitue une dimension essentielle de la pauvreté. Mais nous, travailleurs sociaux, observons quotidiennement que les difficultés rencontrées par les personnes dépassent largement la seule question financière.

Avec le temps, j'en suis même venu à penser que ce qui distingue le plus souvent les personnes durablement précarisées des autres, ce n'est pas seulement le niveau de leurs revenus, mais aussi la faiblesse des ressources relationnelles dont elles disposent. La pauvreté est très souvent une histoire de solitude, d'isolement et de manque de connexions sociales utiles.

Lorsqu'une personne traverse une période difficile, le soutien d'un proche, d'un voisin, d'un collègue, d'un membre de la famille ou d'un réseau associatif peut faire une différence considérable. À l'inverse, lorsque ces appuis font défaut, les difficultés ont davantage tendance à s'accumuler et à s'installer dans le temps.

C'est une des raisons pour lesquelles les aides financières, aussi nécessaires soient-elles, ne suffisent pas toujours à faire sortir quelqu'un de la précarité. De la même manière, l'accès à l'emploi ne résout pas automatiquement toutes les difficultés. Nous rencontrons régulièrement des personnes qui travaillent, ou qui ont retrouvé un revenu, mais qui continuent à souffrir de problèmes de santé, de difficultés familiales, de logements inadéquats, ou d'isolement le plus souvent.

Et je ne parle pas seulement de l'isolement au sens objectif du terme. Je me souviens notamment d'un homme qui me répétait : « *Je suis seul, je viens d'Afrique* ». Pourtant, il avait construit sa vie en Belgique. Mais les personnes sur lesquelles il pouvait compter autrefois étaient restées loin de lui. Ou encore : « *Je suis une femme seule* », alors même que le mari et les enfants sont présents.

Ce que ces phrases expriment, ce n'est pas l'absence totale de relations, mais l'absence de relations sur lesquelles il est réellement possible de s'appuyer. Elles disent le sentiment d'être seul face aux difficultés, seul face aux démarches administratives, seul face aux imprévus de la vie.

À bien des égards, la précarité est aussi cela : l'expérience de devoir affronter les problèmes sans disposer des ressources relationnelles, familiales ou institutionnelles qui permettent habituellement de les surmonter.

La lutte contre la pauvreté ne consiste donc pas seulement à redistribuer des revenus ; elle consiste aussi à recréer des liens, à renforcer les solidarités et à permettre aux personnes de retrouver des liens sociaux, professionnels et citoyens qui leur donnent davantage de prises sur leur propre vie.

Si la pauvreté ne résulte pas seulement des choix ou des difficultés individuelles, quels sont aujourd'hui les principaux facteurs qui contribuent à produire ou à aggraver la précarité ?

Bien sûr, chaque situation possède son histoire propre, ses choix, ses accidents de parcours et ses difficultés particulières. Mais lorsque les mêmes difficultés se répètent chez des milliers de personnes différentes, il devient évident que nous sommes face à des mécanismes qui dépassent largement les individus.

Il y a un aspect dont on parle rarement. Une partie de la précarité contemporaine ne résulte pas seulement de ce que les institutions font ; elle résulte aussi de ce qu'elles ne font plus, ou ne font plus suffisamment. Cela explique en partie le paradoxe apparent d'une précarité croissante dans un pays qui dispose

pourtant encore d'un des systèmes de protection sociale les plus développés au monde. Le problème n'est pas tant l'absence de protections que l'affaiblissement progressif de certains mécanismes qui permettaient autrefois d'amortir les difficultés de la vie.

Au fil du temps, certaines protections collectives se sont affaiblies ou sont devenues moins accessibles. Le logement abordable se raréfie, certains services publics se complexifient, l'accompagnement humain tend parfois à céder la place à des procédures standardisées, tandis que certaines formes d'emploi offrent moins de sécurité qu'auparavant. Dans ce contexte, les personnes les plus fragiles sont davantage exposées aux aléas ordinaires de l'existence.

C'est pourquoi il est important de rappeler que la pauvreté est aussi un phénomène systémique. Non pas pour nier les responsabilités individuelles, mais pour reconnaître qu'aucune trajectoire ne se construit dans le vide. Les parcours de vie dépendent aussi de l'environnement économique, social et institutionnel dans lequel ils se déploient.

Au fond, la question n'est pas seulement de savoir pourquoi certaines personnes deviennent pauvres. Elle est aussi de savoir pourquoi des difficultés ordinaires de la vie se transforment, pour certaines personnes et pas pour d'autres, en véritables trajectoires de précarisation.

Vous insistez sur le fait que la pauvreté est un phénomène systémique. Quand une personne perd un revenu, un logement ou un droit social, quels effets observez-vous sur son entourage ?

Nous savons qu'une difficulté sociale ne s'arrête jamais à la personne qui en fait directement l'expérience. Administrativement, les CPAS traitent des dossiers individuels. Mais dans la réalité, nous rencontrons des familles, des histoires collectives et des groupes d'appartenance.

Lorsqu'une personne perd un revenu, un logement ou un droit social, les conséquences dépassent presque toujours son seul cas personnel. Très souvent, ce sont d'abord les solidarités familiales qui sont mobilisées. Des parents aident leurs enfants adultes, des grands-parents soutiennent leurs petits-enfants, des frères et sœurs hébergent temporairement un proche ou l'aident à faire face à certaines dépenses.

Ces solidarités sont précieuses et permettent souvent d'éviter le pire. Mais elles ont aussi leurs limites. Lorsqu'elles sont

sollicitées de manière répétée ou durable, elles enferment les personnes dans des logiques de reproduction sociale, et elles peuvent à leur tour fragiliser ceux qui apportent leur aide.

C'est pourquoi j'ai parfois envie de dire que, d'une certaine manière, la pauvreté se partage davantage que la richesse.

Nous observons surtout des effets importants sur les enfants. Qu'il s'agisse des données de Statbel, d'Eurostat ou de nombreuses autres études, le constat est récurrent : la pauvreté tend fortement à se transmettre d'une génération à l'autre. En Belgique, les personnes qui vivaient à l'âge de 14 ans dans un ménage en mauvaise situation financière présentent aujourd'hui un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale de 45%. Pour celles qui ont grandi dans un ménage en bonne ou très bonne situation financière, ce risque n'est que de 9%.

Sans que personne ne le souhaite, la précarité vécue par les parents tend ainsi à produire des conséquences sur l'ensemble du cadre de vie familial. C'est probablement l'une des formes les plus préoccupantes du « ruissellement de la misère » : lorsqu'une difficulté vécue aujourd'hui continue à produire ses effets demain, à travers les trajectoires des enfants.

Ces chiffres ne signifient évidemment pas que le destin de nos enfants est écrit à l'avance. Mais ils montrent à quel point les conditions dans lesquelles on grandit continuent à peser lourdement sur les possibilités qui s'offriront à nous plus tard.

L'expression « ruissellement de la misère » me paraît donc particulièrement juste. Contrairement à une idée répandue, la pauvreté ne touche jamais uniquement les personnes directement concernées. Elle produit des effets qui se propagent autour d'elles, dans leur famille, leur entourage, leur quartier et parfois même sur plusieurs générations.

Les travailleurs sociaux savent depuis longtemps que l'autonomie personnelle n'existe qu'à travers les liens, les ressources et les protections sur lesquels chacun peut compter. Famille, amis, voisins, collègues, associations, services publics : ces soutiens constituent une partie essentielle de notre capacité à faire face aux aléas de la vie.

La pauvreté apparaît précisément lorsque ces supports se fragilisent ou disparaissent.

C'est sans doute la raison pour laquelle la pauvreté « ruisselle » si facilement. Parce qu'elle ne touche pas seulement les revenus. Elle atteint les liens, les solidarités et les protections qui permettent habituellement d'empêcher qu'une difficulté ne se transforme en véritable trajectoire de précarisation.



Et finalement : que nous apprend l'explosion du recours aux CPAS depuis 50 ans ? Les CPAS ont-ils échoué ?

Elle nous apprend d'abord qu'il faut être prudent avec les chiffres. Une partie de cette augmentation s'explique par des évolutions démographiques, par l'élargissement progressif de certains droits, par une meilleure connaissance des dispositifs ou encore par l'apparition de nouveaux publics. Mais ces éléments ne suffisent pas à expliquer l'ampleur du phénomène.


Lorsque les CPAS ont été créés en 1976, moins de 10 000 personnes bénéficiaient du minimex en Belgique. Aujourd'hui, plus de 200 000 personnes bénéficient du revenu d'intégration ou d'une aide sociale financière équivalente. Et ce chiffre ne tient même pas compte du non-recours aux droits.

Certains pourraient voir dans cette évolution un échec des CPAS. Je pense au contraire qu'ils en sont davantage les révélateurs et les amortisseurs.

Le véritable paradoxe n'est pas que les CPAS aident aujourd'hui beaucoup plus de personnes qu'à leur création. Le véritable paradoxe est qu'une société beaucoup plus riche qu'en 1976 ait besoin de mobiliser son dernier filet de sécurité pour un nombre de personnes plus de vingt fois supérieur à celui de l'époque.

Cette évolution nous dit moins quelque chose sur les CPAS que sur notre société. Elle nous interroge sur l'état du marché du logement, sur les transformations du travail, sur les inégalités de santé, sur l'isolement social, mais aussi sur la capacité de nos mécanismes de protection collective à prévenir les trajectoires de précarisation.

Les CPAS interviennent généralement lorsque d'autres protections n'ont pas suffi. Dès lors, lorsque le recours à ce dernier filet augmente continuellement, c'est l'ensemble des protections situées en amont qui mérite d'être interrogé.

Au fond, la véritable question n'est peut-être pas de savoir pourquoi les CPAS accompagnent autant de personnes aujourd'hui. Elle est de comprendre pourquoi, dans une société globalement plus prospère qu'il y a cinquante ans, autant de personnes ont besoin de recourir à eux pour vivre dignement. 

Carlo Caldarini est socio-économiste et docteur en pédagogie, responsable d'études et de recherches au CPAS de Schaerbeek, chercheur associé à l'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations (IRFAM). Ses domaines d'expertise sont les politiques sociales, l'insertion socioprofessionnelle, la libre circulation et la migration.

Une minorité qui ne risque pas la précarité

MÊME EN DÉPENSANT UN MILLION DE DOLLARS PAR JOUR, ELON MUSK METTRAIT DES SIÈCLES AVANT DE SE RETROUVER SANS AUCUN CENTIME. EST-CE NORMAL QU'UNE PERSONNE, SEULE, POSSÈDE DE QUOI COLONISER MARS PENDANT QUE D'AUTRES MEURENT DE FAIM ?

C'EST QUOI, « ÊTRE RICHE » ?

La définition qui nous vient spontanément, c'est « avoir beaucoup d'argent ». Mais dans les faits, c'est surtout avoir beaucoup de patrimoine (immobilier, investissements, entreprise, héritage). Quelqu'un peut avoir un gros salaire sans être vraiment riche s'il en dépend totalement pour vivre. À l'inverse, une personne avec des biens et des revenus passifs peut être riche sans gagner énormément chaque mois. Les revenus du travail peuvent être fluctuants, incertains. Les revenus locatifs, dividendes, plus-values boursières et héritages tombent plus régulièrement sans avoir eu à fournir énormément d'effort. Pourrions-nous dire, alors, qu'être riche c'est posséder suffisamment de ressources pour ne plus dépendre uniquement du travail afin de maintenir son niveau de vie ? Oui, mais pas que. Car la concentration de patrimoine n'est rien si elle n'est pas inscrite dans un cadre économique favorable où les rouages du système financier permettent de faire fructifier le capital existant. Et c'est exactement le cas dans la société actuelle, lorsque l'on voit, par exemple, que les revenus du travail sont beaucoup plus taxés que le patrimoine ou les plus-values sur la vente d'actions en Bourse. D'ailleurs, parlons-en de la Bourse : une merveilleuse invention des personnes fortunées et des grandes entreprises pour s'enrichir encore plus sur du... rien. Tout repose sur des chiffres, des prévisions et des spéculations : en gros, de l'argent qui crée de l'argent sur

du vent. Pendant ce temps, les gens ordinaires travaillent réellement pour produire cette richesse sans en voir autant les bénéficiaires.

POURQUOI LES RICHES S'EN SORTENT TOUJOURS ?

Même quand notre pays, ou la société, traverse des crises majeures, les personnes très fortunées s'en sortent. Leur budget n'est pas impacté par la suppression d'une aide ou un remboursement minoré de certains soins. Pire, les riches en profitent même pour devenir plus riches encore, car le système amortit mieux leurs erreurs et multiplie leurs opportunités. Au sein de notre société, deux mondes avancent en parallèle, impactés différemment par les mesures gouvernementales. Nous partageons les mêmes événements, mais pas les mêmes conséquences. Une inflation élevée peut signifier moins d'épargne ou moins de profits pour les plus riches mais des difficultés à se nourrir ou se chauffer pour les autres. Une réforme fiscale ou du logement peut représenter un ajustement mineur pour des ménages aisés mais bouleverser entièrement la vie de ménages modestes.

Être riche, ce n'est pas une question d'effort, de travail ou de choix individuel. Certaines personnes héritent tout simplement d'un environnement qui crée plus facilement de la sécurité, des contacts, du capital et des opportunités, tandis que d'autres héritent d'obstacles

plus lourds à surmonter. Être riche, c'est aussi posséder un bon réseau (avocats, médecins, bonnes écoles, bons conseils d'investissement, etc.). C'est avoir des contacts, de l'influence, une crédibilité immédiate, un accès privilégié à certaines institutions... La richesse donne souvent plus de capacité à agir sur son environnement : on connaît les bonnes personnes, on approche facilement les gens de pouvoir, on se sent légitime pour donner son opinion et l'argent peut aider à influencer le cadre politique et réglementaire qui maintient les marchés favorables à l'accroissement de la richesse. La pauvreté coûte cher (crédits plus coûteux, logement moins stable, moins de temps libre, stress chronique, moins de marge pour prendre des risques...) alors que la richesse donne du temps, de la sécurité et des options. Bref, nous ne sommes pas tous dans le même bateau !

LES VRAIS ASSISTÉS, CE SONT LES RICHES !

Le modèle économique actuel est un rouleau compresseur pour les classes populaires. La sécurité sociale, la redistribution des richesses est présentée, à tort, comme de l'assistanat. Aujourd'hui, nous utilisons davantage d'argent public pour favoriser les grandes entreprises et leurs actionnaires que pour soutenir les bénéficiaires du chômage. Les entreprises qui reçoivent de généreuses aides (sous forme d'exemptions d'impôts) ne doivent rien justifier, contrairement au monde associatif ou culturel qui doit justifier

QUELQUES MÉCANISMES IMPORTANTS :

- **Le capital produit du capital** : Quand on possède déjà de l'argent, on peut investir, acheter des biens, créer des revenus passifs.
- **Le risque n'a pas le même coût** : Une personne riche peut rater un projet sans perdre son logement ni sa sécurité.
- **L'accès à l'information et aux experts** : Fiscalistes, avocats, coachs, médecins, bonnes écoles, conseils financiers...
- **Les réseaux ouvrent des portes** ; beaucoup d'opportunités circulent par contact plutôt que par mérite.
- **Les règles économiques favorisent souvent le patrimoine** : Dans beaucoup de pays, les revenus du capital sont moins taxés ou mieux protégés que certains revenus du travail.
- **L'image de la réussite attire plus de réussite** : On prête plus facilement à quelqu'un qui paraît stable et prospère.

chaque centime. Les classes travailleuses ont l'impression qu'on les rend « plus riches » en supprimant des taxes, mais en échange on supprime des filets de sécurité, comme le chômage ou une pension décente, pour lesquels elles ont pourtant travaillé ! Soyons clairs : les riches s'enri-

chissent encore, et encore, sur le dos des plus pauvres. C'est un cycle sans fin. Pour Bernie Sanders, un candidat de gauche aux élections américaines de 2016 et 2020, les milliardaires ne devraient pas exister. Pourtant le nombre de milliardaires ne cesse d'augmenter, surtout ces

dix dernières années. D'ailleurs, les histoires de personnes très riches ayant tout perdu ne défrayent pas les chroniques. Les riches s'en sortent. Toujours. À moins qu'arrivent au pouvoir des personnes capables de changer les règles du jeu. 🐦

« Alors si je comprends bien, quand on est riche, ça ne s'arrête jamais. »

« Je vous rassure, c'est pareil quand on est pauvre¹. »

« L'argent ne fait pas le bonheur. J'ai maintenant 50 millions de dollars, mais j'étais tout aussi heureux quand j'en avais 48 millions². »

« Il y a une lutte des classes, bien sûr, mais c'est ma classe, celle des riches, qui fait la guerre. Et nous gagnons³. »

1. Jean-Pierre Darroussin et son banquier dans « Si j'étais riche ».

2. Arnold Schwarzenegger dans les années 80.

3. Warren Buffett, sur CNN en 2005.



Faire tout l'inverse !

4 exemples vers l'égalité et l'écologie populaire

1

TAXER LES GROSSES FORTUNES, GLOBALISER LES REVENUS

Les politiques fiscales actuelles ne permettent pas suffisamment de réduire les inégalités. Elles favorisent l'accumulation de richesse et protègent les gros patrimoines – cela est d'autant plus vrai avec nos gouvernements actuels¹. Au niveau de l'impôt des personnes physiques (IPP), il s'agit de rééquilibrer la balance. Pour ce faire, nous ne pouvons plus esquiver la question du capital ni celle du patrimoine : ils doivent être tous les deux ramenés dans le giron des politiques fiscales. C'est incontournable pour avancer vers plus d'égalité. Ces deux domaines étant très peu mis à contribution, ils participent très fortement à l'augmentation des inégalités, plus que le revenu du travail – Thomas Piketty l'explique très bien dans son livre *Une brève histoire de l'égalité*. Pour changer cela, une piste connue de longue date et défendue par les mouvements sociaux est **la globalisation des revenus**. Globaliser les revenus consiste à prendre en compte l'ensemble des revenus et biens du ménage - pas seulement les revenus du travail comme aujourd'hui - pour déterminer le taux d'imposition, et à faire en sorte que l'ensemble de ces revenus contribuent à l'effort collectif. « **Un euro = un euro !** » Cela aurait pour conséquence directe de diminuer les inégalités et d'augmenter les recettes budgétaires de l'État. Un budget public conséquent pourrait alors être alloué à des politiques publiques utiles : construction de logements sociaux bien isolés ? Soutien à l'agriculture paysanne locale ? Développement d'un réseau dense de transports en commun ? Augmentation des seuils de la pension, des revenus de remplacement ? Tout ce qu'on ne fait pas, ou pas assez, aujourd'hui, soi-disant « faute de moyens »...

Le 23 avril dernier, les trois syndicats ont lancé en front commun une pétition pour une fiscalité plus juste. Ils demandent un cadastre des fortunes, la mention sur la déclaration fiscale de l'ensemble des revenus et avantages réels perçus au cours d'une année, une plus grande progressivité de l'impôt et un meilleur équilibre entre la contribution des revenus du travail et des revenus du capital. Pour la signer, c'est par ici : <https://dekamer.mijnopinie.belgium.be/initiatives/i-1307>

La cascade de la précarité serait-elle donc inéluctable ? Que nenni ! Elle est la conséquence de choix politiques et idéologiques. Ce qui est finalement une excellente nouvelle car, avec des choix politiques différents, il serait tout à fait possible d'éradiquer la pauvreté. Quels sont-ils ? Nous vous proposons ici quatre dispositifs à mettre en place qui permettraient de répondre à notre soif d'égalité. L'autre bonne nouvelle, c'est que ceux-ci permettraient aussi de répondre aux enjeux écologiques.

2

PARTAGER LE TEMPS DE TRAVAIL GRÂCE À UNE RÉDUCTION COLLECTIVE (RCTT)

Voici encore une mesure simple et spécifique qui aurait des conséquences globales positives sur les individus, les ménages, la société et l'environnement. À la limitation des allocations de chômage, l'augmentation des flexi-jobs, le contrôle renforcé des malades de longue durée, nous répondons : **partageons notre temps de travail !** La RCTT avec maintien du salaire et embauche compensatoire a fait ses preuves lors des phases test où elle a pu être déployée. Plus de postes à pourvoir, un meilleur environnement de travail, moins de stress, plus de temps à allouer à la famille, à l'amitié, à des activités bénévoles, à l'action collective, etc. Plus généralement, mettre en place une réduction collective et généralisée du temps de travail ne rend plus nécessaire d'inventer des emplois à l'utilité sociale et environnementale douteuse (cf. les « bullshit jobs », théorisés par David Graeber).

Ces quatre mesures-phares permettraient d'aller dans le bon sens et gagneraient bien sûr à être complétées par beaucoup d'autres : investissement dans l'économie sociale et dans l'insertion socio-professionnelle, revalorisation des emplois dans le non-marchand, refonte du système scolaire pour qu'il soit plus égalitaire, revalorisation du job des enseignants... Limiter les inégalités par le haut (extrême richesse) et par le bas (extrême pauvreté) bénéficie à l'ensemble de la société, tant d'un point de vue social que d'un point de vue écologique.

Mais comment avancer vers ces quatre grandes mesures d'écologie populaire ? En les faisant vivre, en les articulant à des projets collectifs déjà existants localement, en favorisant les processus démocratiques. En faisant participer les gens, les habitants, les premiers concernés, aux prises de décision. Un exemple concret ? Les communautés d'énergie : elles permettent à des habitants à la fois de s'approprier les enjeux énergétiques, de politiser leur rapport à l'énergie et de produire et consommer de l'énergie renouvelable. Mais sans un soutien public fort, ces communautés restent trop confidentielles, l'apanage de quelques groupes privilégiés. Il s'agit d'en faire une réelle politique publique de lutte contre la précarité énergétique, permettant au plus grand nombre d'y participer. Avec ces communautés, le voisinage crée du lien, renforce sa conscience énergétique et sa conscience collective, ils pratiquent à petite échelle des expériences de démocratie qui sont un premier pas vers des mesures plus globales. 🐦

1. On aime l'impôt, c'est sûr, et on l'aime encore plus quand il est juste ! Plus d'info dans notre Contrastes spécial campagne 2025 : « L'impôt ça nous enrichit ! »

2. Le rapport complet et la synthèse sont en libre téléchargement ici : <https://sonya.sciences.ulb.be/navigation/membres/projets-de-recherche/projets-termines/prets>

3. Le sujet vous intéresse ? Nos contrastes de campagne 2024 et 2023 en parlent en long et en large !

RÉINVESTIR LA SPHÈRE PUBLIQUE DANS TOUS LES DOMAINES ESSENTIELS (LOGEMENT, ÉNERGIE, ALIMENTATION, EAU, MOBILITÉ)

Il est grand temps de balayer le mythe de l'entreprise privée qui fait mieux que le service public ! Ouste, le thatchérisme et les privatisations massives ! Bonjour le service public robuste, solide, capable de rendre réellement service au public. Ici encore, ce n'est un secret pour personne, ou presque : les campagnes de privatisation massives, dans quelque domaine que ce soit, ont toujours été accompagnées d'une hausse des inégalités et d'une détérioration de la qualité du service. Il n'y a qu'à voir ce qu'il s'est passé à la libéralisation de l'énergie³ ! La bataille autour du service public est souvent présentée de manière caricaturale (les gauchistes irresponsables qui creusent le déficit public d'un côté, les ingénieurs pragmatiques et responsables qui gèrent le budget de l'État en bon père de famille de l'autre). Or, en réalité les services publics sont les plus à même de fournir l'ensemble de ces services essentiels à l'ensemble de la population. Que vivent les logements publics abordables et économes en énergie, les transports en commun accessibles et efficaces, les crèches publiques, les hôpitaux publics, l'école publique, le fournisseur public d'énergie... !

3

METTRE EN PLACE UNE SÉCURITÉ SOCIALE ÉCOLOGIQUE

Des chercheurs belges et français ont travaillé ensemble autour de la question « comment garantir que l'urgence climatique ne creuse pas davantage les inégalités sociales et territoriales ? ». Autant vous dire que c'est passionnant et truffé de propositions (plus ou moins) concrètes et (plus ou moins) structurelles. Leur rapport PRETS (Protection et risques sociaux-écologiques en transition) pointe une série d'enjeux majeurs, notamment le fait que certaines politiques de transition peuvent aggraver les inégalités, ou encore que certains ménages sont plus vulnérables que d'autres face aux risques climatiques, aux inondations, canicules, etc. Ce rapport² propose des pistes de solutions pour repenser notre protection sociale, dont la mise en place de services de base universels, offrant à toutes et tous un accès gratuit ou très abordable aux services publics essentiels, l'extension des allocations de chômage aux risques sociaux-écologiques, la prise en compte des besoins et des compétences des groupes les plus vulnérabilisés comme point de référence pour construire et généraliser la protection sociale-écologique, etc.

TOUS DANS
LE MÊME
BAIN !

LA PAUVRETÉ
FAIT DES VAGUES



À qui
le tour ?

Foire à la précarité

Et dire que tout cela repose sur une horrible croyance...

Le 21 mai dernier, sur *France Inter*, l'anthropologue Philippe Descola se souvenait de son retour dans la « civilisation occidentale » en 1978, après avoir passé trois ans parmi les Achuar, en Équateur. « *Lorsque je suis revenu, ça m'a sauté au visage avec une brutalité féroce, de voir les inégalités, les iniquités et surtout ce fait que, comme le dit très bien le chaman Yanomami Davi Kopenawa, "Le monde des blancs c'est le monde de la marchandise". C'est-à-dire que tout est médiatisé par la marchandise, par ce désir d'accumulation, cette cupidité, qui tranchait tellement avec mon expérience chez les Achuar que je ne m'en suis toujours pas remis¹...* »

Ce choc, nous pourrions et devrions sans cesse le vivre et le revivre avec lui. Il nous rappelle ce que nous oublions trop souvent : notre vision du monde n'a rien de naturel ni d'objectif. Notre organisation de la société et de l'économie, qui repose sur cette vision du monde, non plus. Découper la réalité en morceaux qu'il s'agit de transformer en argent, c'est très étrange. Penser qu'il faut « produire » de la richesse monétaire avec ces morceaux, c'est franchement louche. Décréter que tout le bonheur du monde dépend de la transformation de ces morceaux de monde en biens de consommation puis en déchets, c'est carrément suspect. Ensuite, matraquer que tout cela doit grandir, grandir, croître à l'infini, grâce au travail de gens qu'on a transformés eux aussi en morceaux d'argent en attribuant une valeur à leur force de travail, c'est un comble. Enfin, étape finale du dogme de la croissance et de l'argent : tout regarder avec ces yeux-là, ces yeux de requin (encore que les vrais requins ne sont pas aussi inhumains), qui découpent les arbres, les sols, les travailleuses, les pensionnés, les profs, les allocataires sociaux

en petits morceaux qui doivent rapporter, ou au moins ne pas coûter, à la grande machine de la croissance. Horrible croyance.

C'est par la force de ce dogme religieux qu'on en arrive à « gérer » un budget public de la manière dont nos gouvernements le font aujourd'hui. La loi sacrée de nos politiques est la bonne gestion, et tout doit s'y soumettre. Presque toutes les catégories de personnes, comme nous l'avons vu dans ce numéro, sont visées. C'est le grand sacrifice : tout pour la croissance, tout au nom de la bonne gestion, de la rigueur budgétaire et de la bonne santé de l'économie (sur laquelle tout repose). Mais nous rendons-nous compte de l'extrême médiocrité de ce système de valeurs, de l'immense misère philosophique et anthropologique dans laquelle nous baignons ?

Olivier De Schutter, qui vient d'achever son mandat de rapporteur spécial à l'ONU sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté² (2020-2026), en est convaincu : la croissance ne vaincra jamais la pauvreté, il faut changer de boussole et, même si on ne le voit pas encore, ce processus peut s'enclencher. Il appelle de ses vœux une « inversion de la doxa », une économie centrée sur les droits humains et non sur le produit intérieur brut. Il faut abandonner la croyance en la croissance.

On sait bien : difficile de partager un tel enthousiasme quand tout semble indiquer une radicalisation de ce dogme de la croissance. Mais concentrons-nous sur notre tâche et pas sur le sombre horizon. Comme l'a dit Rosa Parks, « *vous ne devez jamais avoir peur de ce que vous faites, quand vous faites ce qui est juste* ». 🐼

1. Philippe Descola, sur *France Inter*, le 21 mai 2026.

2. Éliminer la pauvreté en regardant au-delà de la croissance - Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, Olivier De Schutter, mai 2024, <https://www.ohchr.org>. Voir aussi Olivier De Schutter, *Changer de boussole*, Les Liens qui libèrent, 2023.

DANS CE NUMÉRO SPÉCIAL CAMPAGNE



4

CE QUI RUISSELLE,
C'EST LA MISÈRE



6

CE QU'ILS NOUS
FONT...



10

TOMBER COMME
DES DOMINOS OU
TISSER DES LIENS ?



12

COIN-COIN, QUI SERA
LE PROCHAIN ?



14

INTERVIEW DE
CARLO CALDARINI



18

UNE MINORITÉ
QUI NE RISQUE PAS
LA PRÉCARITÉ



20

FAIRE TOUT L'INVERSE !
4 EXEMPLES VERS L'ÉGALITÉ
ET L'ÉCOLOGIE POPULAIRE



23

ET DIRE QUE TOUT
CELA REPOSE SUR UNE
HORRIBLE CROYANCE...



Prix au n° : 5€

Pour s'abonner (Contrastes + Fourmilière) :

Versez 21€ au compte BE46 7865 7139 3436
des Équipes Populaires,
avec la mention : "Abonnement à Contrastes"
+ votre nom



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



CULTURE.BE

